

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 03 Avril 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DALKIA BIOMASSE RENNES**

40 rue James Watt  
BP 90541  
37200 Tours

Références : UD35/2025-102  
Code AIOT : 0005517386

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2025 dans l'établissement DALKIA BIOMASSE RENNES implanté Les Boedriers Chemin de la Bintinais 35000 Rennes.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées qui vise à contrôler les installations de combustion moyennes de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 50 MW.

Ce contrôle consiste notamment en la vérification de la situation administrative de l'installation, le contrôle du combustible utilisé par l'installation, le bon fonctionnement du système de traitement des fumées le cas échéant et la bonne réalisation du contrôle réglementaire des rejets atmosphériques imposé par l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et de l'arrêté préfectoral n°40576 du 29/10/2012.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DALKIA BIOMASSE RENNES
- Les Boedriers Chemin de la Bintinais 35000 Rennes
- Code AIOT : 0005517386
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DALKIA est autorisée par arrêté préfectoral du 29/10/2019 à exploiter une chaufferie biomasse de puissance 37 MW.

L'installation a été mise en service en 2013. Elle produit de l'électricité et fournit de la chaleur au réseau urbain situé au Sud de Rennes.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Combustion

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 Et R. 515-116	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 21/07/2021, article Rubrique 3110 (Rubrique créée par le Décret n° 2013-375 du 2 mai 2013) Rubrique 2910 (Rubrique modifiée par les décrets n° 2006-678 du 8 juin 2006, n° 2010-419 du 28 avril 2010 , n° 2010-875
3	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.8
4	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.63
5	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.33.II
6	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.73-IV et 73-V
7	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.76

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site de la chaufferie Dalkia biomasse est conforme à la réglementation en vigueur sur les points contrôlés et n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

Un point à améliorer concerne la déclaration au registre MCP qui a été réalisée, mais est à compléter.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 21/07/2021, article Rubrique 3110 (Rubrique créée par le Décret n° 2013-375 du 2 mai 2013) Rubrique 2910 (Rubrique modifiée par les décrets n° 2006-678 du 8 juin 2006, n° 2010-419 du 28 avril 2010 , n° 2010-875
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Classement ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b>  3110. Combustion Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW (A-3)  2910. Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW (E) 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC) B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse : 1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW (E) 2. Des combustibles différents de ceux visés au point 1 ci-dessus, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 0,1 MW, mais inférieure à 50 MW (A -3)  La puissance thermique nominale totale correspond à la somme des puissances thermiques des appareils de combustion pouvant fonctionner simultanément. Ces puissances sont fixées et garanties par le constructeur, exprimées en pouvoir calorifique inférieur et susceptibles d'être consommées en marche continue.  On entend par « biomasse », au sens de la rubrique 2910 :  a) Les produits composés d'une matière végétale agricole ou forestière susceptible d'être employée comme combustible en vue d'utiliser son contenu énergétique ;  b) Les déchets ci-après : i) Déchets végétaux agricoles et forestiers ; ii) Déchets végétaux provenant du secteur industriel de la transformation alimentaire, si la chaleur

produite est valorisée ;

iii) Déchets végétaux fibreux issus de la production de pâte vierge et de la production de papier à partir de pâte, s'ils sont co-incinérés sur le lieu de production et si la chaleur produite est valorisée ;

iv) Déchets de liège ;

v) Déchets de bois, à l'exception des déchets de bois susceptibles de contenir des composés organiques halogénés ou des métaux lourds à la suite d'un traitement avec des conservateurs du bois ou du placement d'un revêtement tels que les déchets de bois de ce type provenant de déchets de construction ou de démolition.

(\*) Au sens de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.

### **Constats :**

Le jour de l'inspection, l'exploitant a déclaré les appareils de combustion suivants :

- une chaudière biomasse de puissance nominale 37MW, mis en service en 2013, alimentée avec de la biomasse de type :
  - a) produits composés d'une matière végétale agricole ou forestière susceptible d'être employée comme combustible en vue d'utiliser son contenu énergétique
  - b)i) déchets végétaux agricoles ou forestiers.
  - b)v) déchets de bois brut, non traité, produits par l'industrie du bois, de sa transformation ou de son artisanat.

La plaque d'identification de la chaudière n'est pas visible et l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de photographie.

L'arrêté préfectoral stipule que la puissance de la chaudière biomasse est de 37MW. L'exploitant déclare utiliser la chaudière à une puissance comprise entre 32 et 33MW.

- un brûleur de secours de puissance nominale 14MW, fonctionnant au fioul domestique, mis en service en 2013.

L'exploitant a déclaré que le brûleur de secours n'était pas utilisé, qu'il n'était pas prévu qu'il soit utilisé dans un futur proche et qu'il n'était pas utilisable en l'état.

L'inspection rappelle que tout appareil présent sur le site doit être entretenu et en état de fonctionnement. l'exploitant devra s'en assurer avant toute utilisation du brûleur de secours.

- un brûleur de démarrage n°1 de 1,8MW fonctionnant au fioul domestique, mis en service en 2013.
- un brûleur de démarrage n°2 de la chaudière, fonctionnant au fioul domestique, mis en service en 2013.
- une moto-pompe fonctionnant au fioul domestique pour la sécurité incendie.

Les brûleurs de démarrage n° 1 et 2 fonctionnent simultanément au démarrage de la chaudière biomasse. Ils s'arrêtent une fois celle-ci démarrée.

La visite sur site a permis à l'inspection de constater la présence de la chaudière biomasse, de l'un des deux brûleurs de démarrage et de la moto-pompe incendie (équipements choisis par les inspecteurs, de façon aléatoire). Les constats correspondent aux déclarations de l'exploitant.

Au regard des constats réalisés, l'établissement dispose d'une installation de combustion de puissance nominale 37MW fonctionnant à la biomasse de type a), b)i) et b)v) non traité. Elle est classée sous la rubrique 2910-A sous le régime de l'enregistrement.

Le régime de la rubrique 2910.A.1 de l'article 1.2.1. de l'arrêté préfectoral n°40576 du 29/10/2012 indiquant actuellement que l'installation est soumise à autorisation sera mis à jour à l'occasion d'une prochaine modification pour indiquer que l'installation est désormais soumise à enregistrement. A noter que l'établissement reste soumis au régime de l'autorisation pour la rubrique 1450 : solides inflammables.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Registre MCP

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115EtR.515-116
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>R. 515-114 :</p> <p>I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;</li><li>- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;</li><li>- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;</li><li>- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;</li><li>- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;</li><li>- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;</li><li>- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;</li><li>- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »</li></ul> <p>II. Ces informations sont communiquées :</p> <p>1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;</li></ul> <p>[...]</p> <p>2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »</p> <p>R.515-115 :</p> <p>[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.</p> <p>R.515-116 :</p> <p>I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.</p>



<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a bien déclaré son installation de combustion dans le registre MCP.</p> <p>Toutefois, cette déclaration est incomplète. Seule la chaudière biomasse apparaît sur la déclaration.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>&gt; L'exploitant doit compléter sa déclaration sur le registre MCP en ajoutant sur la déclaration de l'installation de la chaudière biomasse : le brûleur de secours, les deux brûleurs de démarrage, la moto-pompe incendie.</p> <p>&gt; L'exploitant transmet à l'inspection le numéro de la télédéclaration.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A ou 2910-B1
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature. Pour les combustibles visés par la rubrique 2910-B, les combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps et répondent à tout moment aux critères suivants fixés par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>- leur origine ;</li><li>- leurs caractéristiques physico-chimiques ;</li><li>- les caractéristiques des effluents atmosphériques mesurés lors de la combustion du combustible ;</li><li>- l'identité du fournisseur ;</li><li>- le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site.</li></ul> A cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés. Sur la base des éléments fournis par l'exploitant et notamment de résultats de mesures, l'arrêté préfectoral d'enregistrement précise la nature des combustibles autorisés, les teneurs maximales en composés autorisés dans chaque combustible ainsi que le programme de suivi.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a déclaré alimenter la chaudière biomasse avec uniquement du combustible de classe A : <ul style="list-style-type: none"><li>*a) produits composés d'une matière végétale agricole ou forestière susceptible d'être employée comme combustible en vue d'utiliser son contenu énergétique</li><li>*b)i) déchets végétaux agricoles ou forestiers.</li><li>*b)v) déchets de bois brut, non traité, produits par l'industrie du bois, de sa transformation ou de son artisanat.</li></ul> Les camions transportant le combustible sont contrôlés à l'entrée (contrôle de la provenance, du type de bois, poids...).
 Le déchargement a lieu au niveau de deux plateformes de déchargement. Un nouveau contrôle est réalisé pendant le déchargement. Un opérateur réalise un contrôle visuel et manuel de la qualité de la biomasse. En cas de doute sur son humidité, un test rapide est réalisé. Des échantillons sont systématiquement prélevés pour déterminer l'humidité précise de la biomasse (test à 24h).
 L'exploitant refuse tout camion dont le chargement ne répond pas à son cahier des charges (plusieurs camions refusés chaque semaine).
 Le jour de l'inspection, la biomasse présente et visible correspondait à des morceaux de bois brut et d'écorce. Aucun corps étranger (plastique, morceau de métal, morceau de bois peints...) n'a été constaté.
 L'exploitant a déclaré que les autres appareils fonctionnent au fioul domestique. Le fioul domestique n'a pas été contrôlé lors de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Système de traitement des fumées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.63
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Système de traitement des fumées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Système de traitement des fumées. Lorsqu'un dispositif secondaire de réduction des émissions est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émissions fixées à la présente section : I. - L'exploitant rédige une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ce dispositif. Cette procédure indique notamment la nécessité : - d'arrêter ou de réduire l'exploitation de l'installation associée à ce dispositif ou d'utiliser des combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les vingt-quatre heures en tenant compte des conséquences sur l'environnement de ces opérations, notamment d'un arrêt-démarrage ; - d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas quarante-huit heures suivant la panne ou le dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions.  II. - Si l'exploitant ne réalise pas une mesure en continu du polluant concerné par le dispositif secondaire de réduction des émissions, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant (par exemple : consommation de réactifs, pression dans les filtres à manches...).
<b>Constats :</b>  L'exploitant déclare disposer : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'un multi cyclone, fonctionnel et utilisé</li><li>• de filtres à manches, fonctionnel et utilisé. L'exploitant Indique que le filtre à manche dispose de 3 caissons qu'il est possible d'isoler individuellement et de 657 manchettes. Il déclare disposer de quelques filtres à manche de rechange en cas d'urgence. Il précise avoir fait le choix de ne pas conserver de stock de filtres à manche sur site en raison de leur fragilité. Il estime qu'il lui faudrait plusieurs jours pour être livré en cas de besoin.</li><li>• d'un système de recirculation des fumées fonctionnel et utilisé</li><li>• d'un système d'injection, fonctionnel mais non utilisé et non utilisable en l'état. Le système d'injection d'urée comprend une cuve de stockage de l'urée et un dispositif d'injection d'urée directement dans la chaudière. L'exploitant déclare ne jamais avoir eu à utiliser son système d'injection d'urée. L'exploitant précise que le système de recirculation des fumées permet de respecter très largement les VLE.</li></ul> Le jour de l'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de préciser la quantité d'urée stockée, ni si l'urée est utilisable ou non. Il explique avoir fait le choix de ne pas stocker d'urée sur site et de se faire livrer en cas de besoin. Il estime le délai de livraison à une semaine par expérience sur d'autres sites dont il assure la gestion.  Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté ses procédures écrites en cas de dysfonctionnement ou de pannes des systèmes des filtres à manches et du système d'injection de l'urée.

Le contenu de ces procédures n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection. Les règles de prévenance de l'inspection sous 48h, et de réduction ou d'arrêt de l'exploitation sous 24h sont bien présentes et détaillées.

Les procédures en cas de défaillance du multi cyclone ou du système de recirculation des fumées n'ont pas été contrôlées.

L'exploitant a déclaré que les nouveaux chefs de quart (7 personnes sur le site) sont formés à ces procédures dès leur arrivée sur site. Les procédures sont disponibles en ligne sur un drive partagé par tous les employés.

Durant la visite, l'inspection a constaté que les traitements déclarés étaient en place. Les fumées passent dans le multi-cyclone composé de 3 caissons bien identifiables. En sortie du filtre à manche, l'inspection a pu observer le départ de la conduite de recirculation des fumées.

La cuve de stockage de l'urée a également été observée ainsi que les points d'injection de l'urée dans les deux chambres de la chaudière biomasse.

**> L'exploitant confirmera le volume de la cuve d'urée à l'Inspection.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

**N° 5 : Système de traitement des fumées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.33.II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Entretien des système de traitement des fumées
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. - Consignes d'exploitation : Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) [...] font l'objet de consignes d'exploitation écrites, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. L'ensemble du personnel, y compris intérimaire, est formé à l'application de ces consignes. Ces consignes prévoient notamment : [...] - les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ; [...] - les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité.
<b>Constats :</b>  L'exploitant déclare disposer des consignes d'exploitation de ses dispositifs de traitement des fumées.  Il fait appel à un prestataire (SECAUTO) 2 à 3 fois par an pour assurer l'entretien de son installation, dont les dispositifs de traitement des fumées.  A chaque arrêt technique, soit tous les 18 mois, les filtres à manches sont testés. Ils sont tous changés en moyenne tous les 4-5 ans sur ce site.  L'inspection a pris connaissance des rapports d'entretien réalisés par SECAUTO pour les années 2024 et 2023 et n'a pas de remarque particulière à formuler.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Système de traitement des fumées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.73-IV et 73-V
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Séparation des cendres des appareils biomasse
<b>Prescription contrôlée :</b>  IV.- Les appareils de combustion de biomasse faisant partie d'une installation de combustion enregistrée avant le 1er janvier 2024, d'une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 10 MW et dont les cendres sous-multi-cyclone sont épandues, sont dotés au plus tard le 1er septembre 2024 d'un dispositif permettant de séparer les cendres sous foyer et sous-multi-cyclone, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant. Les appareils de combustion de biomasse enregistrés avant le 1er janvier 2024, d'une puissance thermique nominale inférieure à 10 MW, et dont les cendres sous multi-cyclone sont épandues, n'ont pas d'obligation de séparer les flux de cendres sous foyer et sous multi-cyclone.  V.- Les appareils de combustion de biomasse d'une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 5 MW, dont la demande d'enregistrement ou de la demande de modification d'enregistrement est déposée à compter du 1er janvier 2024, et pour lesquels les cendres sous-multi-cyclone seront épandues, sont dotés d'un dispositif permettant de séparer les cendres sous foyer et sous-multi-cyclone. Les appareils de combustion de biomasse, d'une puissance thermique nominale inférieure à 5 MW, dont la demande d'enregistrement ou la demande de modification d'enregistrement est déposée à compter du 1er janvier 2024, et pour lesquels les cendres sous multi-cyclone sont épandues, n'ont pas d'obligation de séparer les flux de cendres sous foyer et sous multi-cyclone.  <b>Constats :</b>  Les cendres sous foyer et les cendres sous-multi-cyclone sont bien séparées. <ul style="list-style-type: none"><li>• Les premières (cendres humides) sont récupérées sous la chaudière dans de l'eau et stockées à l'extérieur dans des bennes couvertes.</li><li>• Les secondes (cendres sèches) sont récupérées sous le multi-cyclone et stockées à l'extérieur dans des big-bag étanches.</li></ul> Lors de la visite, l'inspection a pu constater la présence des bennes couvertes contenant les cendres humides d'une part et des big-bag étanches d'autre part. Les big-bag étant déjà fermés, leur contenu n'a pas été contrôlé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Mesure périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.76
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contrôle réglementaire
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins : [...] - une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A ; - une fois tous les ans pour les autres installations de combustion.  II. - Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A, une mesure de formaldéhyde, des COVNM et des métaux est réalisée seulement lors de la première mesure des rejets atmosphériques réalisée sur l'installation lorsque ces polluants sont réglementés.  III. - Lorsque l'installation est équipée d'un dispositif de traitement des NOx à l'ammoniac ou à l'urée, la concentration en NH3 dans les gaz résiduels est mesurée à la même fréquence que celle des mesures périodiques de NOx.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, l'exploitant a confirmé réaliser les mesures périodiques sur la chaudière biomasse une fois par an.  Il a transmis les deux derniers rapports des analyses réalisées par le Bureau Véritas ST HERBLAIN : *du 15 au 16 avril 2024 *du 20 au 22 mars 2023  Les rapports de mesures rappellent les agréments détenus par le Bureau Véritas ST HERBLAIN pour l'ensemble des paramètres imposés par la réglementation.  La correspondance de ces résultats avec ceux obtenus dans le cadre de l'autosurveillance n'a pas été vérifiée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite